

Quatre ans après – maintenir le cap

De Copenhague à Helsinki

**Processus de modernisation
de la formation et de
l'enseignement professionnels**

Quatre ans apres

Lisbonne
Copenhague
Maastricht
Helsinki

En 2000, le Conseil européen de Lisbonne demandait aux États membres de moderniser leur système de formation et d'enseignement pour renforcer la compétitivité de l'Europe et contribuer à accroître le nombre et la qualité des emplois. Les efforts conjoints des États membres, de l'EEE/AELE et des pays candidats, des partenaires sociaux européens et de la Commission européenne visant à développer leur politique de formation et d'enseignement professionnels (FEP) ont démarré à Copenhague en 2002. Deux ans plus tard, le Communiqué de Maastricht (2004) définissait les priorités pour la FEP au niveau national et européen.

Malgré des progrès considérables, la perspective d'une Europe disposant de travailleurs très qualifiés, d'une main-d'œuvre flexible et dotée d'une capacité élevée d'intégration sociale, reste lointaine.

Toutefois, l'Union européenne, ses États membres et les partenaires sociaux coopèrent plus que jamais à un programme européen d'action commune à l'origine de politiques, de réformes, d'approches et d'outils stratégiques pour la formation et l'enseignement professionnels.

Les progrès

CEC/CNQ
et qualité
vont de pair

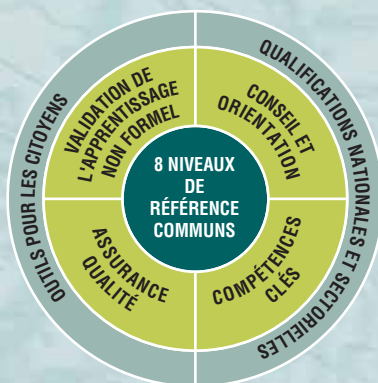
- Le Cadre européen des certifications (CEC), basé sur les résultats de l'apprentissage, facilite la comparaison des qualifications en Europe et leur transfert entre secteurs. Le CEC favorise la mise en place de cadres nationaux de qualifications (CNQ) visant à améliorer la transparence, la perméabilité, l'accès et la progression, et à favoriser une parité d'estime entre la FEP et l'enseignement général. Le CEC et les CNQ nécessitent cependant des mécanismes d'assurance qualité pour promouvoir la crédibilité des résultats de l'apprentissage.
- Plusieurs pays recommandent d'appliquer le Cadre commun d'assurance qualité (CCAQ) pour la formation et l'enseignement professionnels, ce qui reflète une communauté de vue.

L'importance
des résultats de
l'apprentissage

- L'accent est mis sur les résultats de l'apprentissage et les compétences (plutôt que sur la durée et le lieu d'apprentissage) pour fixer des objectifs et des normes de FEP et élaborer des programmes d'études, et répondre aux besoins des apprenants.
- La flexibilité des systèmes est accrue par la validation des résultats de l'apprentissage non formel et informel (acquis au travail et dans la vie quotidienne).

Des outils
pour les citoyens
européens

- Le système européen de crédits pour la formation et l'enseignement professionnels (ECVET) facilitera le transfert et le cumul des résultats de l'apprentissage.
- EUROPASS favorise la visibilité des qualifications et la reconnaissance des compétences et de l'expérience acquises hors du cadre d'apprentissage formel.
- Amélioration de l'orientation et du conseil, notamment pour offrir des services personnalisés aux adultes qui ont un accès limité à l'offre de formation.
- Efficacité accrue des investissements dans la formation et incitation à l'engagement financier des entreprises et des individus (fonds de formation, avantages fiscaux, bons de formation, par exemple).
- Promotion de l'équité en encourageant les personnes menacées d'exclusion sociale et professionnelle à intégrer avec succès des actions de formation.
- Liaison entre travail et formation, par exemple grâce à l'apprentissage ou aux programmes en alternance au niveau secondaire et supérieur, pour favoriser l'excellence et l'insertion.



Source: Commission européenne,
DG Éducation et Culture, 2005

Les défis

Les oubliés du changement

Enseignants et formateurs en FEP

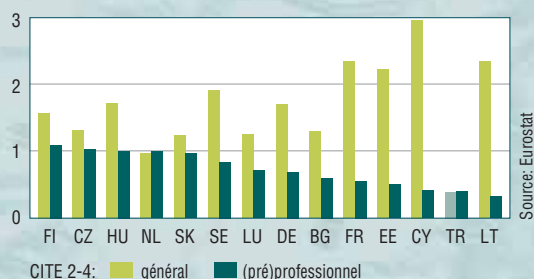
Dans certains pays, il est difficile d'attirer ou de fidéliser les enseignants et formateurs en FEP, principaux acteurs du changement. Ces professionnels, dont la moyenne d'âge augmente, ne sont guère épaulés pour assumer des responsabilités toujours plus étendues. Peu de droits, d'obligations ou d'autres mesures d'incitation garantissent leur formation continue. Quelques pays seulement ont défini des normes de qualifications ou de compétences pédagogiques pour les formateurs en entreprises.

Financement

Investir dans la FEP

Des données disponibles pour la première fois montrent que les dépenses publiques consacrées à l'enseignement préprofessionnel et professionnel varient entre 0,3 et 1,1 % du PIB. Pour compléter leur financement et atteindre un large éventail d'objectifs en matière de FEP, les pays utilisent les fonds de l'UE. Les contraintes budgétaires incitent à accroître l'efficacité des investissements et à partager des coûts avec les bénéficiaires et les entreprises.

Dépenses publiques totales d'éducation et de formation au niveau secondaire, selon l'orientation des programmes, en % du PIB, 2003

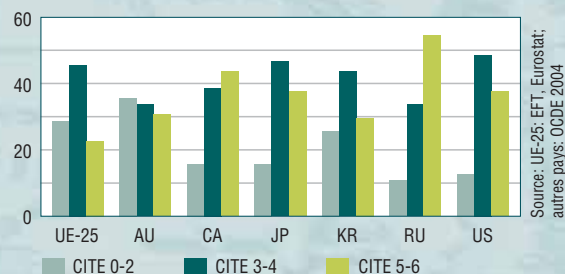


Préserver la compétitivité

La FEP – aujourd'hui et demain

Dans l'Union européenne, la proportion de personnes peu qualifiées – 72 millions, soit 30 % de la population en âge de travailler en 2005 – est considérablement plus élevée que dans des pays tels que le Canada, le Japon, la Russie et les États-Unis. L'Union européenne doit encore accomplir d'importants efforts pour améliorer le niveau de qualification de la population et renforcer les compétences professionnelles acquises dans le cadre de la FEP et de l'apprentissage informel.

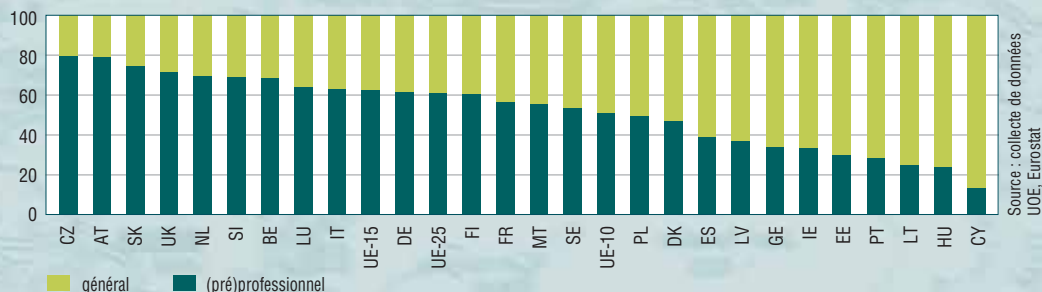
Niveau d'éducation de la population adulte (25-64 ans, plus haut niveau atteint), 2005



Une majorité des jeunes en FEP

Ces dernières années, le nombre d'étudiants suivant une formation et un enseignement professionnels est resté relativement stable. Ils représentent environ 60 % des inscrits dans l'enseignement secondaire de deuxième cycle (CITE 3) et 90 % dans l'enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4). Il existe toutefois des différences considérables d'un pays à l'autre (de près de 80 % à moins de 15 % au niveau CITE 3).

Participants aux programmes d'enseignement général et (pré)professionnel, en % de tous les étudiants de niveau CITE 3, 2004

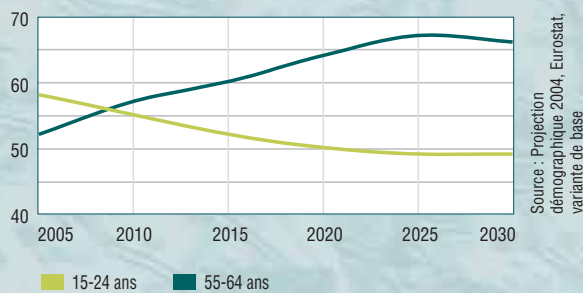


Les défis

Une bombe démographique à retardement

Si les taux de participation restent stables, les projections démographiques à l'horizon 2030 laissent entrevoir une baisse des effectifs dans les établissements de FEP (CITE 3-5) estimée à 2 millions. Les projections démographiques auront de graves implications pour les établissements de formation, les besoins en professeurs et en formateurs et le nombre de jeunes entrant sur le marché du travail avec une qualification de niveau intermédiaire. On estime qu'en 2009, les jeunes de 15 à 24 ans seront moins nombreux que les personnes de 55 à 64 ans. Le futur marché du travail devra compter de plus en plus sur les travailleurs âgés et sur les immigrants.

Population de l'UE-25 (15-24 ans et 55-64 ans), 2005-2030 (en millions)



Malheureusement, la participation à l'apprentissage diminue considérablement avec l'âge et les carences d'apprentissage s'accumulent.

Participation à l'apprentissage tout au long de la vie, en %, par groupes d'âges, 2005, UE-25

Groupe d'âges	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50-54	55-59	60-64	Total (25-64)	Cible pour 2010
Taux de participation	21,4	13,3	11,5	10,5	9,0	7,5	6,0	3,6	10,7	12,5

Source : Eurostat, EFT

Conclusions

Les priorités de modernisation de la FEP restent d'actualité - il faut maintenir le cap, poursuivre les efforts et consolider les résultats obtenus à ce jour.

Maintenir le cap

Poursuivre

- la mise en place du CEC et des CNQ basés sur les résultats de l'apprentissage;
- l'élaboration des suppléments au certificat Europass décrivant les résultats de l'apprentissage en FEP;
- les efforts de validation de l'apprentissage non formel et informel, l'un des piliers de l'apprentissage tout au long de la vie, en utilisant les 10 principes européens communs adoptés en 2004;
- l'amélioration de l'assurance qualité et l'action en faveur de la mise en œuvre du cadre commun d'assurance qualité (CCAQ).

Investir judicieusement dans la FEP

- Évaluer les coûts et les bénéfices des différents types d'enseignement et de formation afin d'élaborer une politique mieux ciblée et plus efficace et d'améliorer l'efficacité et l'équité;
- Mettre en valeur les bénéfices de la FEP pour améliorer l'efficacité des politiques et encourager les investissements dans l'apprentissage;
- Évaluer l'efficacité des mécanismes de financement et concevoir des mesures visant à encourager le partage des coûts.

Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie pour les travailleurs âgés

- Valoriser les compétences des travailleurs âgés et encourager le partage des connaissances et de l'expérience avec les jeunes;
- Adapter l'orientation à l'âge des bénéficiaires et permettre une formation continue ciblée sur le lieu de travail.

Encourager le perfectionnement des enseignants et des formateurs

- Reconnaître leur valeur comme acteurs du changement en matière de FEP, de manière à attirer et garder des enseignants et des formateurs hautement qualifiés et motivés;
- Valider et rétribuer l'expérience acquise dans le monde du travail et dans la profession, et offrir des incitations à la formation continue.

Assurer la coordination avec d'autres domaines d'action

- Elaborer des politiques communes notamment avec les autres ministères, les partenaires sociaux et les organisations sectorielles, dans la mesure où la FEP se trouve au carrefour des politiques éducatives, de l'emploi, économiques et sociales.

Poursuivre les recherches

Pour prendre les bonnes décisions, les responsables des orientations politiques en matière de FEP doivent disposer:

- de données statistiques plus nombreuses, plus précises et plus fiables, et provenant de la recherche en FEP (par exemple sur les bénéfices, les investissements, les enseignants et les formateurs);
- d'analyses visant à identifier et à anticiper les besoins de compétences;
- de recherches sur l'impact des politiques préparant la FEP à relever les défis à venir.

Quatre ans après – maintenir le cap

De Copenhague à Helsinki

Processus de modernisation de la formation et de l'enseignement professionnels

– 8020 FR –

Sources:

- Directeurs généraux de la formation professionnelle, 2006
- Descy, P; Tessaring, M. *Quatrième rapport sur la recherche en formation et enseignement professionnels: Rapports de référence*, Luxembourg: EUR-OP (à paraître)

Pour plus d'informations:

www.trainingvillage.gr/policyanalysis

http://ec.europa.eu/education/policies/2010/vocational_en.html

FR



Centre européen pour le développement
de la formation professionnelle

Europe 123, GR-570 01 Thessaloniki (Pylea)
Adresse postale: PO Box 22427, GR-551 02 Thessaloniki
Tél. (30) 23 10 49 01 11, Fax (30) 23 10 49 00 20
E-mail: info@cedefop.europa.eu
Page d'accueil: www.cedefop.europa.eu
Site web interactif: www.trainingvillage.gr

Conclusions

Les priorités de modernisation de la FEP restent d'actualité - il faut maintenir le cap, poursuivre les efforts et consolider les résultats obtenus à ce jour.

Poursuivre

- la mise en place du CEC et des CNQ basés sur les résultats de l'apprentissage;
- l'élaboration des suppléments au certificat Europass décrivant les résultats de l'apprentissage en FEP;
- les efforts de validation de l'apprentissage non formel et informel, l'un des piliers de l'apprentissage tout au long de la vie, en utilisant les 10 principes européens communs adoptés en 2004;
- l'amélioration de l'assurance qualité et l'action en faveur de la mise en œuvre du cadre commun d'assurance qualité (CCAQ).

Investir judicieusement dans la FEP

- Évaluer les coûts et les bénéfices des différents types d'enseignement et de formation afin d'élaborer une politique mieux ciblée et plus efficace et d'améliorer l'efficacité et l'équité;
- Mettre en valeur les bénéfices de la FEP pour améliorer l'efficacité des politiques et encourager les investissements dans l'apprentissage;
- Évaluer l'efficacité des mécanismes de financement et concevoir des mesures visant à encourager le partage des coûts.

Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie pour les travailleurs âgés

- Valoriser les compétences des travailleurs âgés et encourager le partage des connaissances et de l'expérience avec les jeunes;
- Adapter l'orientation à l'âge des bénéficiaires et permettre une formation continue ciblée sur le lieu de travail.

Encourager le perfectionnement des enseignants et des formateurs

- Reconnaître leur valeur comme acteurs du changement en matière de FEP, de manière à attirer et garder des enseignants et des formateurs hautement qualifiés et motivés;
- Valider et rétribuer l'expérience acquise dans le monde du travail et dans la profession, et offrir des incitations à la formation continue.

Assurer la coordination avec d'autres domaines d'action

- Elaborer des politiques communes notamment avec les autres ministères, les partenaires sociaux et les organisations sectorielles, dans la mesure où la FEP se trouve au carrefour des politiques éducatives, de l'emploi, économiques et sociales.

Poursuivre les recherches

- Pour prendre les bonnes décisions, les responsables des orientations politiques en matière de FEP doivent disposer:
- de données statistiques plus nombreuses, plus précises et plus fiables, et provenant de la recherche en FEP (par exemple sur les bénéfices, les investissements, les enseignants et les formateurs);
 - d'analyses visant à identifier et à anticiper les besoins de compétences;
 - de recherches sur l'impact des politiques préparant la FEP à relever les défis à venir.

Maintenir le cap

Quatre ans après – maintenir le cap

De Copenhague à Helsinki

Processus de modernisation de la formation et de l'enseignement professionnels

– 8020 FR –

Sources:

- Directeurs généraux de la formation professionnelle, 2006
- Descy, P; Tessaring, M. *Quatrième rapport sur la recherche en formation et enseignement professionnels: Rapports de référence*, Luxembourg: EUR-OP (à paraître)

Pour plus d'informations:

www.trainingvillage.gr/policyanalysis

http://ec.europa.eu/education/policies/2010/vocational_en.html



Centre européen pour le développement
de la formation professionnelle

Europe 123, GR-570 01 Thessaloniki (Pylea)
Adresse postale: PO Box 22427, GR-551 02 Thessaloniki
Tél. (30) 23 10 49 01 11, Fax (30) 23 10 49 00 20
E-mail: info@cedefop.europa.eu
Page d'accueil: www.cedefop.europa.eu
Site web interactif: www.trainingvillage.gr



11-6-06-470-FR-0

Quatre ans après – maintenir le cap

De Copenhague à Helsinki

Processus de modernisation
de la formation et de
l'enseignement professionnels

FR

FR

Quatre ans apres

Lisbonne
Copenhague
Maastricht
Helsinki

En 2000, le Conseil européen de Lisbonne demandait aux États membres de moderniser leur système de formation et d'enseignement pour renforcer la compétitivité de l'Europe et contribuer à accroître le nombre et la qualité des emplois. Les efforts conjoints des États membres, de l'EEE/AELE et des pays candidats, des partenaires sociaux européens et de la Commission européenne visant à développer leur politique de formation et d'enseignement professionnels (FEP) ont démarré à Copenhague en 2002. Deux ans plus tard, le Communiqué de Maastricht (2004) définissait les priorités pour la FEP au niveau national et européen.

Malgré des progrès considérables, la perspective d'une Europe disposant de travailleurs très qualifiés, d'une main-d'œuvre flexible et dotée d'une capacité élevée d'intégration sociale, reste lointaine.

Toutefois, l'Union européenne, ses États membres et les partenaires sociaux coopèrent plus que jamais à un programme européen d'action commune à l'origine de politiques, de réformes, d'approches et d'outils stratégiques pour la formation et l'enseignement professionnels.

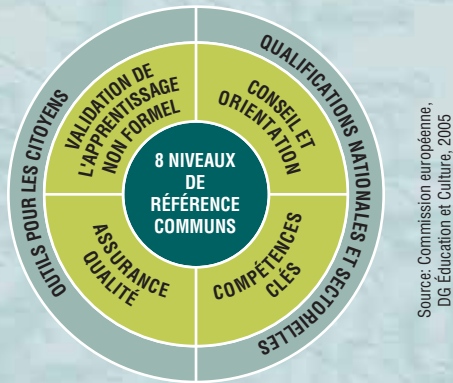
Les progrès

- Le Cadre européen des certifications (CEC), basé sur les résultats de l'apprentissage, facilite la comparaison des qualifications en Europe et leur transfert entre secteurs. Le CEC favorise la mise en place de cadres nationaux de qualifications (CNQ) visant à améliorer la transparence, la perméabilité, l'accès et la progression, et à favoriser une parité d'estime entre la FEP et l'enseignement général. Le CEC et les CNQ nécessitent cependant des mécanismes d'assurance qualité pour promouvoir la crédibilité des résultats de l'apprentissage.
- Plusieurs pays recommandent d'appliquer le Cadre commun d'assurance qualité (CCAQ) pour la formation et l'enseignement professionnels, ce qui reflète une communauté de vue.
- L'accent est mis sur les résultats de l'apprentissage et les compétences (plutôt que sur la durée et le lieu d'apprentissage) pour fixer des objectifs et des normes de FEP et élaborer des programmes d'études, et répondre aux besoins des apprenants.
- La flexibilité des systèmes est accrue par la validation des résultats de l'apprentissage non formel et informel (acquis au travail et dans la vie quotidienne).
- Le système européen de crédits pour la formation et l'enseignement professionnels (ECVET) facilitera le transfert et le cumul des résultats de l'apprentissage.
- EUROPASS favorise la visibilité des qualifications et la reconnaissance des compétences et de l'expérience acquises hors du cadre d'apprentissage formel.
- Amélioration de l'orientation et du conseil, notamment pour offrir des services personnalisés aux adultes qui ont un accès limité à l'offre de formation.
- Efficacité accrue des investissements dans la formation et incitation à l'engagement financier des entreprises et des individus (fonds de formation, avantages fiscaux, bons de formation, par exemple).
- Promotion de l'équité en encourageant les personnes menacées d'exclusion sociale et professionnelle à intégrer avec succès des actions de formation.
- Liaison entre travail et formation, par exemple grâce à l'apprentissage ou aux programmes en alternance au niveau secondaire et supérieur, pour favoriser l'excellence et l'insertion.

CEC/CNQ
et qualité
vont de pair

L'importance
des résultats de
l'apprentissage

Des outils
pour les citoyens
européens



Les défis

Les oubliés du
changement

Financement

Préserver la
compétitivité

Une majorité
des jeunes
en FEP

Enseignants et formateurs en FEP

Dans certains pays, il est difficile d'attirer ou de fidéliser les enseignants et formateurs en FEP, principaux acteurs du changement. Ces professionnels, dont la moyenne d'âge augmente, ne sont guère épaulés pour assumer des responsabilités toujours plus étendues. Peu de droits, d'obligations ou d'autres mesures d'incitation garantissent leur formation continue. Quelques pays seulement ont défini des normes de qualifications ou de compétences pédagogiques pour les formateurs en entreprises.

Investir dans la FEP

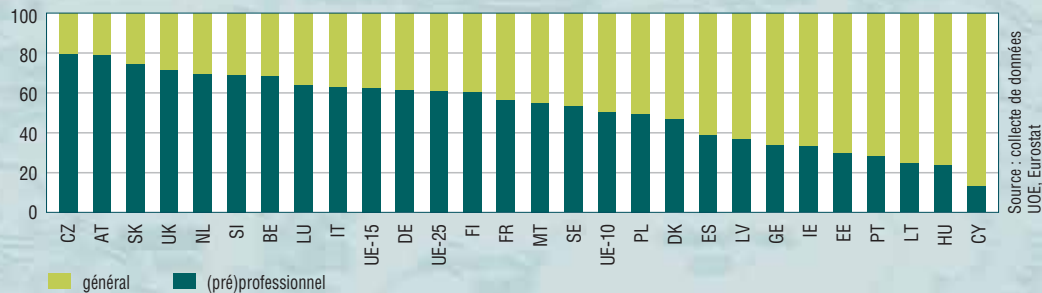
Des données disponibles pour la première fois montrent que les dépenses publiques consacrées à l'enseignement préprofessionnel et professionnel varient entre 0,3 et 1,1 % du PIB. Pour compléter leur financement et atteindre un large éventail d'objectifs en matière de FEP, les pays utilisent les fonds de l'UE. Les contraintes budgétaires incitent à accroître l'efficacité des investissements et à partager des coûts avec les bénéficiaires et les entreprises.

La FEP – aujourd'hui et demain

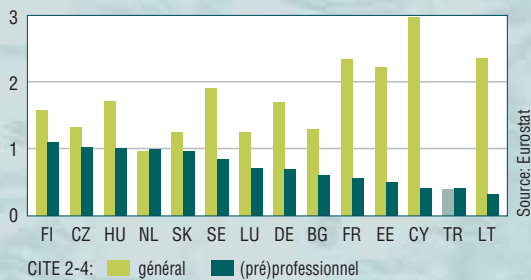
Dans l'Union européenne, la proportion de personnes peu qualifiées – 72 millions, soit 30 % de la population en âge de travailler en 2005 – est considérablement plus élevée que dans des pays tels que le Canada, le Japon, la Russie et les États-Unis. L'Union européenne doit encore accomplir d'importants efforts pour améliorer le niveau de qualification de la population et renforcer les compétences professionnelles acquises dans le cadre de la FEP et de l'apprentissage informel.

Ces dernières années, le nombre d'étudiants suivant une formation et un enseignement professionnels est resté relativement stable. Ils représentent environ 60 % des inscrits dans l'enseignement secondaire de deuxième cycle (CITE 3) et 90 % dans l'enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4). Il existe toutefois des différences considérables d'un pays à l'autre (de près de 80 % à moins de 15 % au niveau CITE 3).

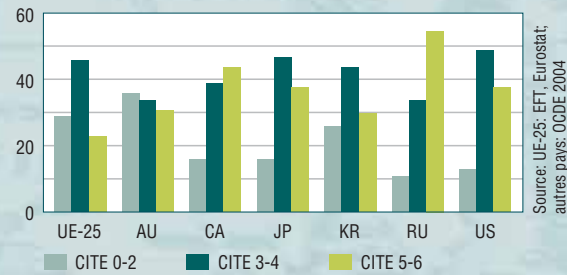
Participants aux programmes d'enseignement général et (pré)professionnel, en % de tous les étudiants de niveau CITE 3, 2004



Dépenses publiques totales d'éducation et de formation au niveau secondaire, selon l'orientation des programmes, en % du PIB, 2003



Niveau d'éducation de la population adulte (25-64 ans, plus haut niveau atteint), 2005

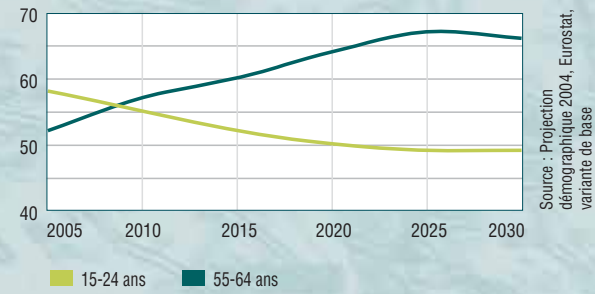


Les défis

Une bombe
démographique
à retardement

Si les taux de participation restent stables, les projections démographiques à l'horizon 2030 laissent entrevoir une baisse des effectifs dans les établissements de FEP (CITE 3-5) estimée à 2 millions. Les projections démographiques auront de graves implications pour les établissements de formation, les besoins en professeurs et en formateurs et le nombre de jeunes entrant sur le marché du travail avec une qualification de niveau intermédiaire. On estime qu'en 2009, les jeunes de 15 à 24 ans seront moins nombreux que les personnes de 55 à 64 ans. Le futur marché du travail devra compter de plus en plus sur les travailleurs âgés et sur les immigrants.

Population de l'UE-25 (15-24 ans et 55-64 ans), 2005-2030 (en millions)



Malheureusement, la participation à l'apprentissage diminue considérablement avec l'âge et les carences d'apprentissage s'accumulent.

Participation à l'apprentissage tout au long de la vie, en %, par groupes d'âges, 2005, UE-25

Groupe d'âges	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50-54	55-59	60-64	Total (25-64)	Cible pour 2010
Taux de participation	21,4	13,3	11,5	10,5	9,0	7,5	6,0	3,6	10,7	12,5

Source : Eurostat, EFT